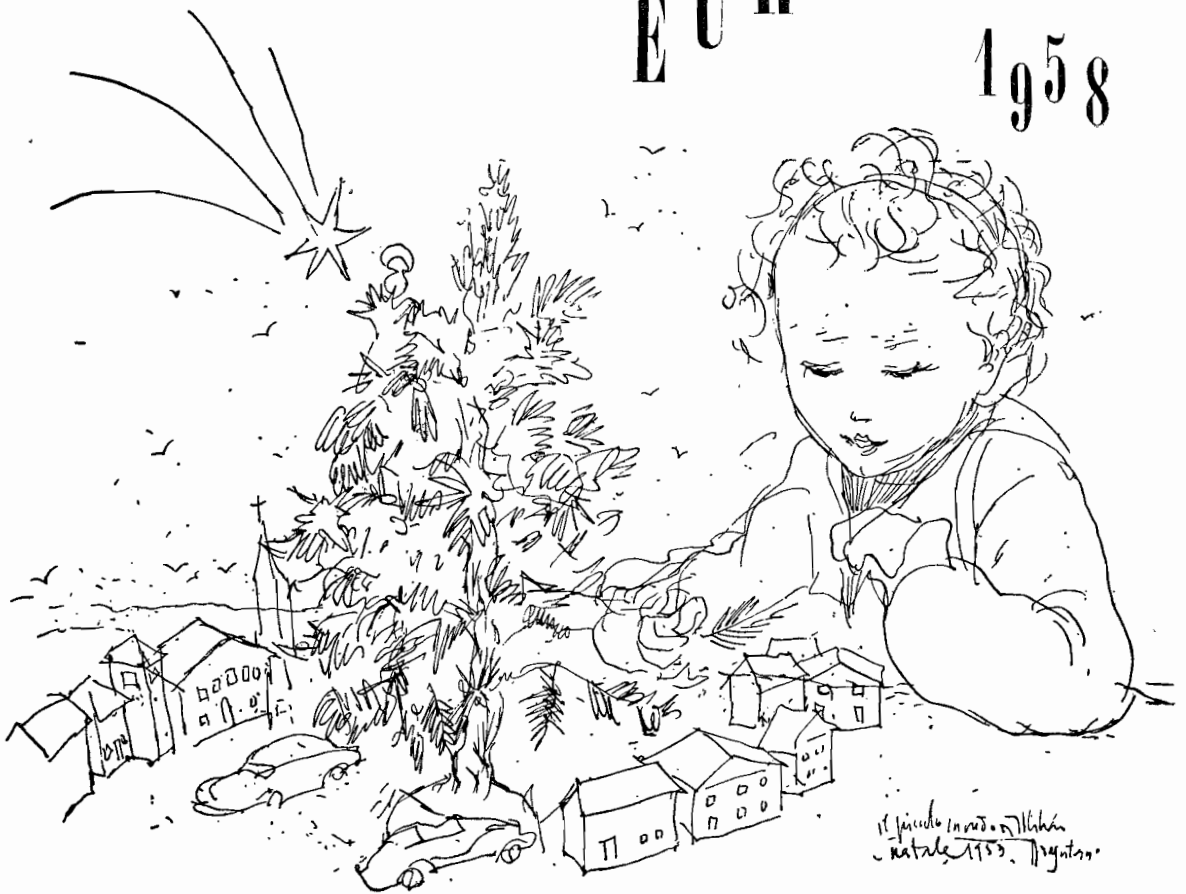




BON NOËL à notre vieille
EUROPE
1958



Il piccolo mondo di allora
a Natale 1958. Tregenza.

MOUVEMENT EUROPEEN

PRESIDENCE D'HONNEUR

Dr. Konrad ADENAUER, M. Léon BLUM (1948-1950), Sir Winston CHURCHILL, Comte R. COUDENHOVE - KALERGI, MM. Alcide de GASPERI (1948-1954), Robert SCHUMAN, Paul-Henri SPAAK.

Président: Robert Schuman

Vice-Présidents: Robert BICHET, Sir Robert BOOTHBY, Hermann PUNDER.

Délégué général à la Propagande: André PHILIP.

Délégué général aux Relations Extérieures: Docteur J.-H. RETINGER.

Trésorier: Baron BOEL.

Secrétaire général: Robert van SCHENDEL.

CONSEIL INTERNATIONAL

Membres: Délégués des Mouvements affiliés, des Conseils Nationaux, des Comités nationaux en exil et des Organisations associées.

BUREAU EXECUTIF INTERNATIONAL

Robert SCHUMAN, Edward BEDDINGTON-BEHRENS, P. R. BENTZ van den BERG, Robert BICHET, Baron BOEL, Georges BOHY, Arthur CALTEUX, René COURTIN, Jean DRAPIER, Muhlis ETE, E. G. FOCKE, Palmiro FORESI, André FRANCOIS - PONCET, Ernst FRIEDLAENDER, Enrique GIRONELLA, Frode JAKOBSEN, Lord LAYTON, René LHUILLIER, Eduard LUDWIG, Salvador de MADARIAGA, Roger MOTZ, Franco NOBILI, H. R. NORD, Randolph PACCIARDI, Georges PESMAZOGLU, André PHILIP, Georges REBATTET, Dr. J. H. RETINGER, ETIENNE de la VALLEE POUSSIN, Karl WISTRAND, Terje WOLD, Robert van SCHENDEL.

CONSEIL PARLEMENTAIRE DU MOUVEMENT EUROPEEN

Président Georges BOHY.

Président **COMITE D'ACTION** André FRANCOIS-PONCET

COMMISSIONS

Présidées par :

Commission Économique et Sociale Hermann J. ABS.
 Commission pour la Jeunesse Jean DRAPIER.
 Commission Culturelle Salvador de MADARIAGA.

MOUVEMENTS AFFILIES

Présidents:-

Ligue Européenne de Coopération Économique Baron BOEL.
 Mouvement Libéral pour l'Europe Unie Roger MOTZ.
 Mouvement Socialiste pour les États-Unis d'Europe André PHILIP.
 Nouvelles Équipes Internationales Auguste De SCHRIJVER.
 Union Européenne des Fédéralistes Enzo GIACCHERO

INSTITUTIONS AUTONOMES

Centre Européen de la Culture (Genève) Denis de ROUGEMONT.
 Directeur
 Collège d'Europe (Bruges) H. BRUGMANS, Recteur.
 Commission de l'Europe Centrale et Orientale Étienne de la VALLÉE-
 POUSSIN, Président.

SECRETARIAT GENERAL

BRUXELLES: 25, rue de Spa, Tel. 18-58-00

SECRETARIAT INTERNATIONAL POUR LA JEUNESSE

Délégué Général André PHILIP.
 Délégué Général des Organisations de Jeunesse affiliées Franco NOBILI.
 Secrétaire Général Philippe DESHORMES.

PARIS: 82, Avenue Marceau. Tél. BALzac 69-05.

LES CONSEILS NATIONAUX: Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, France, Grande Bretagne, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Suède, Turquie.

“L'ARMEE EUROPEENNE EST MAINTENANT DEPASSEE...”

par **GEORGES MAREY**

Fontainebleau, qui fut, à 50 km de Paris, le quartier général du maréchal Montgomery et du général de Lattre de Tassigny au temps du Comité des Commandants en chef de l'Union Occidentale, il y a quelque dix ans, n'a pas failli à sa mission de ville-état major. En plein coeur de la vieille et coquette cité, c'est aujourd'hui l'état-major du secteur « Centre-Europe » qui occupe certaines parties du château de François Ier. Et c'est le Général Jean Valluy un ancien officier des « troupes coloniales » françaises, qui détient depuis deux ans la lourde responsabilité de défendre l'Europe occidentale dans le cadre de l'Organisation Atlantique. Au dessus de lui, le général allemand Speidel est chargé du commandement des forces terrestres, l'amiral hollandais Henry Bos, des forces navales, et le maréchal de l'air britannique sir George Mills, des forces aériennes.

« Le danger permanent qui menace notre secteur Centre-Europe, qui s'étend de la mer Baltique aux Alpes de Bavière, déclare le général Valluy, ce sont les 20 divisions russes stationnées sur le territoire de l'Allemagne de l'Est. Ces 20 divisions, de très haute qualité, bien équipées et bien entraînées, sont appuyées par deux armées aériennes tactiques dont les bases sont réparties en Allemagne, en Pologne et en Russie Blanche: elles disposent de 1.500 avions de première ligne, en ordre de marche.

« Ce n'est pas tout. Derrière ces 20 divisions, une force de même valeur constitue un deuxième échelon susceptible de renforcer le premier dans les moindres délais. Au bout de 12 jours, nous pouvons avoir devant nous 40 divisions russes, elles-mêmes soutenues par 6 à 8 divisions polonaises et autant de divisions tchèques... ».

A cette grave menace aéroterrestre, que peuvent opposer l'OTAN et, dans cette zone de l'Europe de l'ouest, le secteur Centre-Europe? Ils opposent ce que les Anglo-Saxons appellent le « deterrent », c'est-à-dire les forces préventives de représailles constituées par l'aviation stratégique de bombardement atomique, dont on espère que la seule existence réussira à décourager un agresseur éventuel. Les unités aériennes de Centre-Europe participent d'ailleurs à ce « deterrent »; leurs avions de bombardement léger sont en effet capables de lancer les projectiles nucléaires bien au delà de la ligne Oder-Neisse, qui est la frontière de la Pologne.

Mais si par malheur un conflit éclatait tout de même, alors les troupes du général Valluy joueraient leur rôle de « bouclier ».

« Malheureusement, dit le commandant en chef, il existe une grande disproportion entre nos forces terrestres et celles des Soviétiques. Les divisions alliées sont moins modernes, moins disponibles, plus composites. Elles sont en effet fournies par toutes les nations alliées (Etats-Unis, Grande Bretagne, France, Allemagne, Pays-Bas, Belgique, Luxembourg, et, pour l'aviation, Canada). Au bloc monolithique russe, nous opposons six types différents de grandes unités, dont la composition et l'armement sont très dissemblables... ».

Rien d'étonnant à ce que cette disparité des divisions soit l'un des problèmes essentiels auxquels s'est attaché l'état-major de Fontainebleau.

Mais comment faire? Il est évident que les diverses nations alliées ne peuvent pas bâtir leurs unités uniquement en vue de leur emploi dans le Centre-Europe; elles ont, ailleurs, d'autres tâches militaires à remplir.

Les Américains ont étudié un type nouveau: la division « pentomique », unité dotée d'armes atomiques et formée de cinq éléments sur lequel ils vont réorganiser leur armée d'Europe. Les Anglais ont choisi la « brigade autonome ». Les Allemands, qui sont en train de constituer leur jeune « Bundeswehr », ont eux aussi des brigades, mais d'un modèle particulier. Les autres nations, la France notamment dont toutes les troupes, ou presque, se trouvent en Algérie, ne travaillent pour le moment que sur le papier.

« Nous cherchons tout de même la division "idéale", me dit le général Polk, de l'armée américaine, qui est le grand spécialiste de cette question à l'état-major du général Speidel. Nous voudrions une grande unité moderne, dotée des nouvelles armes, entièrement motorisée afin de pouvoir réagir très rapidement. Mais, comme nous ne pouvons donner des ordres aux gouvernements alliés, nous en sommes réduits à "recommander" certains types ».

« Au printemps dernier, nous avons envoyé à tous les états-majors nationaux un questionnaire pour leur demander leur avis sur cette division idéale. Les réponses nous sont revenues au mois d'août; nous les avons étudiées et confrontées avec nos propres recommandations. Puis, en septembre, une conférence des chefs d'état-major nationaux s'est réunie ici. On s'est mis d'accord sur les points essentiels. En suite de quoi, nous avons préparé un programme base de travail qui a été adressé aux gouvernements. Nous attendons maintenant les résultats ».

« En attendant — ajoute le général Valluy — nous avons décidé, au cours d'une première période de transition, de faire

DE NEW YORK

DANS DEUX CAMPS OPPOSES...

par STANISLAV KOUTNIK

Da New York, notre collaborateur Stanislav Koutnik nous expose comment tout laisse à prévoir que la politique étrangère américaine ne subira pas de changements substantiels même si le parti démocratique prend le pouvoir.

Le grand succès obtenu par le Parti Démocratique d'opposition aux récentes élections partielles au Parlement des Etats-Unis où il se trouve désormais en majorité, n'empêchera pas le gouvernement de rester au pouvoir jusqu'à échéance du mandat d'Eisenhower: mais on estime à peu près certain qu'avec les élections finales les Démocrates prendront les rênes du pouvoir. Nixon, du Parti Ré-

publicain, a affirmé dans le courant de novembre qu'en fait de politique étrangère on ne saurait faire aucune distinction entre les deux partis: ils ne mèneraient une politique différente que pour les affaires intérieures. Il convient de se rendre compte de la justesse de cette affirmation si l'on veut se faire une idée à peu près exacte de ce que sera la politique étrangère américaine de

l'avenir. A ce point de vue, les déclarations de Adlai E. Stevenson, leader du Parti Démocratique, au retour de son voyage de cette année en Europe Orientale et en URSS, assument aujourd'hui une importance particulière.

Rappelons qu'au cours d'une des conférences de presse hebdomadaires du Président Eisenhower, il y a un certain temps, un journaliste avait demandé au Président de commenter la déclaration faite par Krouchtchev à Adlai E. Stevenson, durant sa visite au Kremlin: «Ne pas se mêler des affaires intérieures des autres

(Suite de la p. 3)

de la "compatibilité", c'est-à-dire de nous efforcer de rendre les divisions "compatibles", pas trop dissemblables dans leur organisation et leur armement, afin qu'un chef allié puisse en jouer à peu près comme de pions interchangeables dans la bataille. A vrai dire, nous n'avons pas encore obtenu en ce domaine de progrès matériels, mais nous constatons un grand progrès dans les esprits. Tout le monde à présent sent la nécessité d'un apparentement des grandes unités; et c'est déjà beaucoup! ».

La première chose à faire, et la plus importante, c'est d'obtenir l'analogie des unités françaises et allemandes, dont la mission commune serait de défendre le sol de l'Europe occidentale.

«Oui! Ce serait là un très grand avantage, si nous pouvions arriver à réduire les différences qui séparent la brigade allemande et le régiment français, qui portent des noms différents mais qui sont des ef-

fectifs analogues. On a beaucoup parlé, il y a quelques années, de l'Armée européenne, au sein de laquelle devaient se retrouver des contingents allemands et français. Mais il ne s'agissait alors que d'une juxtaposition et non pas d'une intégration. Aujourd'hui, le principe de l'Armée européenne est dépassé. Nous marchons vers une certaine intégration ».

«Et il faut dire, conclut le commandant en chef du secteur Centre-Europe, qu'un facteur favorable est sur le point de favoriser notre tâche. L'armée française est en Algérie, mais elle en reviendra un jour prochain; et il faudra bien alors qu'elle se réorganise complètement. Il sera donc possible à ce moment-là de constituer des divisions françaises et divisions allemandes sur le même modèle, ou sur des types très proches ».

Les forces terrestres ne sont pas seules à poser à l'état-major de Fontainebleau de difficiles problèmes de standardisation. Les forces aériennes souffrent, elles aussi, d'une trop grande diversité de matériels. Leur en-

tretien est terriblement coûteux. On a réussi jusqu'ici à les maintenir dans un état de préparation très poussé; mais pourra-t-on continuer à le faire pendant des dizaines d'années? et puis, il y a la question des terrains, ces aérodromes immenses et vulnérables, qui seraient bombardés au premier jour; il faudrait les supprimer, en les remplaçant par le décollage vertical des appareils. Mais quels délais ne seront-ils pas nécessaires! Ne seront-nous pas alors à l'ère des engins?

Restent les forces navales, qui ont pris dans le secteur Centre-Europe, un certain essor depuis la naissance de la Marine allemande. Jusqu'ici Fontainebleau s'occupait à peu près exclusivement de la réception maritime des ravitaillements en provenance d'autre-Atlantique. Les forces navales allemandes, encore bien légères, ont, elles, une mission opérationnelle. Elles sont chargées de concourir à la sécurité du flanc nord du secteur Centre-Europe, en s'opposant éventuellement aux forces navales soviétiques de la Baltique.

Pays: engageons-nous par écrit à respecter ce principe et faisons approuver la dite déclaration par la conférence des chefs de gouvernement! » Le Président répondit naturellement qu'il était prêt à conclure cet accord avec Krouchtchev mais à condition que l'URSS accepte de respecter également le principe vis à vis des Pays « satellites ».

Stevenson également, dans un article publié alors par le *New York Times* avait écrit que Krouchtchev, après avoir manifesté avec enthousiasme son approbation à l'idée de ne pas se mêler des affaires intérieures d'autres Etats, fut très irrité quand le leader démocrate lui parla de la Hongrie et la Yougoslavie. Krouchtchev répondit avec arrogance que ce qui se passe dans le Etats communistes « ne regarde pas les Etats-Unis ».

Krouchtchev, en somme, se refusait, une fois de plus à discuter l'un des points fondamentaux que les puissances occidentales avaient l'intention de mettre à l'ordre du jour de la conférence projetée entre les chefs de gouvernement, à savoir la question des pays satellites. L'annexion arbitraire des Pays Baltes, la répression acharnée et sanglante de la révolution magyare, la mobilisation menaçante à la frontière polonaise l'intimidation de la Yougoslavie, ce sont là des problèmes dont Moscou veut être seule juge. Du reste il n'y a la rien de nouveau. Mais le long entretien au Kremlin avait donné à Stevenson la possibilité de soumettre à Krouchtchev, avec l'autorité que lui conférait sa position de chef de parti, dont l'importance devait être confirmée par les élections partielles, toute l'histoire de l'après guerre et d'opposer à la façon d'agir du gouvernement soviétique, celle des Etats-Unis. Stevenson rappela à Krouchtchev la pression exercée par l'URSS sur la Grèce et la Turquie, le coup d'état communiste en Tchécoslovaquie, la division de l'Allemagne, l'oppression de toute l'Europe Orientale de la Mer Baltique à la Mer Noire, la guerre de Corée,

l'envoi d'armes en Egypte. « Les nations d'Europe orientale n'ont pas choisi volontairement le communisme, il leur a été imposé à la fin de la guerre », pensait Stevenson, et il ajoutait: « Les Tchécoslovaques ne désirent absolument pas vivre selon le nouveau système, ils sont victimes du coup d'état communiste de 1948. Et aujourd'hui encore, après dix ans, on respire en Tchécoslovaquie une atmosphère d'oppression, comme j'ai eu la possibilité de le constater personnellement.

Les Etats-Unis d'Amérique, au contraire, quoique presque désarmés à la fin de la dernière guerre, ont offert au monde une partie de leurs secrets atomiques, ils ont accordé leur indépendance aux Philippines, et ont fait tout leur possible pour que l'ONU devienne une organisation internationale effectivement active ».

Mais Krouchtchev a une conception toute particulière de la « coexistence » Selon lui « coexister » veut dire laisser les mains libres à l'Union Soviétique et au Communisme mondial pour toute action de propagande expansionniste. Les concessions en faveur de la coexistence « pacifique » de-

vraient être faites par les Occidentaux. Envoyer des armes en Moyen Orient, envenimer les querelles entre les Etats arabes, provoquer et attiser en tous lieux la haine contre les Américains « impérialistes et exploitateurs » tout ceci est légitime; mais si les forces anglo-américaines vont au secours des régimes légalement constitués et qui, menacés, les appellent à l'aide, alors il y a agression...

En fin d'entretien, Krouchtchev reprit les slogans qui lui sont chers: l'écroulement du régime capitaliste est inévitable, le communisme inondera le monde entier et c'est chose surprenante que les Etats non communistes ne s'en rendent pas compte. Ils devraient se résigner à admettre que tel est leur destin et se soumettre sans attendre.

On ne s'étonnera donc pas que Stevenson sortant du Kremlin après l'entretien avec Krouchtchev, ait déclaré amèrement qu'il ne voyait aucune possibilité d'entente ou de rapprochement entre l'Orient et l'Occident.

« Nous nous trouvons dans deux camps opposés » avait dit de lui même Krouchtchev à Stevenson.

ADRESSES DEFECTUEUSES ET NOMS INCOMPLETS

Nous prions nos abonnés de nous excuser dans tous les cas où nos adresses sont défectueuses. Nous ne manquerons pas de corriger toutes les erreurs qui nous seront signalées et nous nous permettons de faire remarquer, en particulier, que les noms de certains abonnés nous ayant été communiqués indirectement, sont parfois incomplets. Nous saurons gré aux lecteurs qui voudront bien nous permettre de combler ces lacunes en nous signalant les prénoms involontairement omis.

LA REDACTION

L'ESPAGNE ET L'EUROPE

Conscience européenne

L'entrée en vigueur des Traités du Marché Commun et de l'Euratom semble avoir éveillé la conscience européenne de l'Espagne. Trois guerres civiles en cent ans ont appauvri le pays à l'extrême et paralysé ses activités diplomatiques et internationales. Suspecte aux démocraties européennes, elle-même sceptique devant les efforts de redressement européen, l'Espagne se trouve subitement face à la réalité. Le « miracle européen » s'accomplit: miracle allemand, miracle français, miracle italien etc.. Plan Marshall, OEEC, Union Européenne des Payements sont bel et bien des réalités. Isolée, l'Espagne ne participe pas à la manne américaine dont son économie aurait tant besoin. Dès lors ne convient-il pas de se rapprocher de l'Europe? Seulement, Strasbourg réclame patte blanche, un minimum de libéralisme politique. Alors, l'Espagne s'est tournée vers l'UNESCO, vers l'ONU. Mais voilà que la naissance de la Communauté Européenne replace l'Espagne de façon plus pressante devant le problème de la coopération.

Les tendances européennes en Espagne

Sans doute, une minorité d'intellectuels, économistes, écrivains et même hommes politiques conscients des réalités ont essayé depuis plusieurs années d'intéresser les masses espagnoles à l'Europe. Cette élite, en avance sur l'opinion officielle, parfois même en opposition, espérait d'obtenir par l'Europe une libéralisation sociale et politique que l'Espagne paraît incapable de promouvoir par elle-même. A l'heure présente, l'idée européenne devient de plus en plus familière aux espagnols. Plusieurs groupements européens ont surgi. Plusieurs villes ont leurs équipes européennes.

Un « Secrétariat de coordination » a été créé en 1955, à Madrid. Mais devant la persistance de certains désaccords, celui-ci a dû suspendre ses activités dès l'année suivante. D'ailleurs, certains Centres européens des plus actifs étaient restés à l'écart. Tel « l'Institut des Etudes Européennes » de Saragosse et celui auprès de l'Institut français de Barcelone. Ce dernier, ainsi que l'« Instituto de Estudios Europeos » de Barcelone sont membres de l'AIEE (Association des Instituts d'Etude Européennes) dont le secrétariat est assuré par le Centre Européen de la Culture.

Les difficultés et divergences sont d'ordre politique. On ne saurait suspecter la sincérité européenne ni des uns ni des autres. Le désaccord porte sur des méthodes d'efficacité.

Les uns croient plus politique de ne pas s'aliéner les sphères officielles en refusant avec elles certains contacts. D'autres au contraire, voudraient témoigner de leur « pureté européenne » en se distançant « au maximum » du régime. Mais que ce soit à Barcelone, Saragosse, Salamanque, Oviedo, Madrid, Séville ou Valencia, les uns et les autres désirent faire oeuvre européenne valable et démocratique. En outre, signalons, qu'en 1956, Barcelone a vu naître une « Section espagnole de la Ligue Européenne Economique » directe-

ment reliée au Mouvement Européen. Ses membres les plus influents appartiennent à l'Industrie, à l'Université, aux professions libérales et militent déjà pour la plupart à « l'Instituto de Estudios Europeos » affilié comme déjà dit à l'AIEE à Genève. Il y a donc là un double attachement européen. Grâce aux conférences et congrès de ces organisations le grand public espagnol commence à se familiariser avec les problèmes européens.

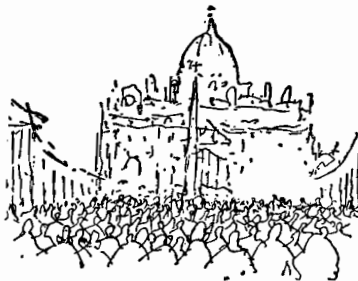
A Madrid, « l'Association d'Information Européenne » réunit régulièrement ses adhérents dans ses colloques où les problèmes de l'heure actuelle sont exposés et discutés. Un conférencier du Centre Européen de la Culture récemment y a soutenu deux discussions sur l'opportunité pour l'Espagne d'adhérer sous une forme ou une autre au Marché Commun.

De même, « l'Association de Coopération Européenne » réunit à Madrid les démocrates des professions libérales pour des études et contacts européens.

Signalons pour mémoire, le « Secrétariat Général européen de Documentation et d'Information » créé à Madrid en 1953 et dirigé par l'Archiduc Otto de Habsbourg. Cet organisme jouit du patronage officiel et groupe des catholiques conservateurs et quelques démocrates qui se réunissent tous les ans en congrès pour étudier les problèmes européens. Cet organisme voudrait une Europe moins libérale (de pensée) que celle de Strasbourg.

L'Espagne et le Marché Commun

Il est certain que l'économie actuelle de l'Espagne n'est pas préparée pour se rapprocher du Marché Commun, lequel pose cependant des options pour l'



(Dessin de Dragutesco)

A STRASBOURG

LA CONFERENCE SUR LA CHARTE SOCIALE EUROPEENNE

La Conférence sur la Charte Sociale Européenne a eu lieu à Strasbourg du 3 au 13 décembre. Les délégués des gouvernements, des employeurs et des travailleurs avaient commencé l'examen technique des dispositions de ce projet d'instrument international. Cette Conférence tripartite avait été convoquée comme on le sait par l'Organisation Internationale du Travail à la demande du Conseil de l'Europe pour examiner le texte établi par le Comité des Ministres du Conseil.

La Conférence qui groupait des délégués de treize des quinze pays membres du Conseil de l'Europe — tous membres de l'O.I.T. — était présidée par M. Fernand Dehousse, Président de l'Assemblée Consultative du Conseil de l'Europe.

Les délégués étaient répartis en deux commissions techniques traitant l'une des clauses de fond de la Charte, c'est-à-dire

les normes sociales qu'elle établit et l'autre des clauses portant sur l'application de ces normes par les différents pays et sur le contrôle de cette application.

Avant de passer à cet examen détaillé, la Conférence s'est livrée à un large échange de vues sur le projet de Charte Sociale Européenne dans son ensemble.

Ce débat a mis en lumière les différentes thèses affrontées au sein des commissions techniques. Pour certains délégués, il faut que la Charte Sociale Européenne puisse être ratifiée et appliquée par tous les pays membres; ses dispositions devraient donc être fixées avec prudence. C'est le point de vue avancé par les représentants des Gouvernements de Grande-Bretagne, des Pays-Bas et de la République Fédérale d'Allemagne. Les délégués employeurs ont soutenu une opinion similaire en soulignant d'une part les répercussions des améliorations sociales sur les prix et sur les échanges internationaux et d'autre part l'importance des conventions collectives comme moyen de régler les problèmes du travail au sein de divers pays. Les délégués ouvriers ont en vue une Charte fixant des objectifs élevés qu'il convient d'atteindre pour satisfaire aux exigences modernes du progrès social. Selon eux, le projet actuel ne pêche pas par excès d'audace. Les travailleurs voudraient être associés au contrôle

de l'application de la Charte par les pays membres. Les représentants gouvernementaux de la France et de la Belgique sont d'avis que l'Europe ne doit pas se laisser dépasser dans la voie du progrès social et qu'elle doit continuer de donner l'exemple au monde dans ce domaine. Ils estiment que la Charte ne signifierait rien si elle n'impliquait pas un progrès. Par surcroît, l'avenir social européen ne peut être, a-t-il été dit, abandonné au jeu des automatismes économiques.

Les pays suivants étaient représentés à la session par des délégations tripartites: Autriche, Belgique, Danemark, France, République Fédérale d'Allemagne, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays Bas, Norvège, Suède, Royaume-Uni.

En outre, la Turquie était représentée par des observateurs gouvernementaux.

La Charte, instrument de progrès social

En prenant place au fauteuil présidentiel, M. Dehousse a tout d'abord rendu hommage à l'OIT « dont les activités qui s'étendent au monde entier sont universellement appréciées et dont la coopération a toujours été bienfaisante pour le Conseil de l'Europe » Puis le Président s'est livré à un examen de l'objet même des travaux de la Conférence en avançant un certain

(Suite de la p. 6)

Espagne. C'est dans ce sens qu'il faut interpréter les accords commerciaux que Madrid a passés avec Berlin-Est et Prague et ses pourparlers avec Varsovie. En Espagne, la controverse pour ou contre l'adhésion est ouverte. Il n'y a pas que les arguments économiques, il y a aussi l'aspect politique. L'Assemblée parlementaire européenne de vra, à plus ou moins brève échéance, devenir une Assemblée élue.

Les résultats des travaux

nombre d'idées quant au contenu de la Charte Sociale Européenne. Il a comparé les dispositions de la Charte avec les normes internationales établies par l'O.I.T. et les procédures en vigueur au sein de celle-ci pour le contrôle de l'application de ces normes. « Nous devrions, a-t-il dit élaborer dans le domaine social un instrument ayant une portée comparable à celle de la Convention Européenne des Droits de l'Homme ». « Pour que la Charte devienne un instrument de progrès social il faut que les gouvernements qui auront à l'appliquer agissent en coopération avec ceux qui sont les représentants les plus directs des diverses branches de la vie économique et sociale » a dit le Président qui a évoqué la possibilité de « remettre sur le métier le projet aujourd'hui passé sous silence d'un Conseil Economique et Social Européen ».

Au début de la séance M. Lodovico Benvenuti, Secrétaire Général du Conseil de l'Europe avait souhaité la bienvenue aux délégués. Si l'O.I.T. et le Conseil de l'Europe travaillent ensemble aujourd'hui, a-t-il dit, c'est qu'ils ont la conviction que la communauté mondiale et les communautés régionales en voie de construction doivent dédier une large partie de leurs activités à l'étude des problèmes sociaux. M. David A. Morse, Directeur Général du Bureau International du Travail, avait envoyé de Genève un télégramme par lequel il exprimait sa conviction que cette Conférence renforcerait la collaboration entre les deux institutions. M. Morse a désigné M. Jef Rens, Directeur Général Adjoint du B.I.T. comme Secrétaire Général de la Conférence.

Le groupe gouvernemental, le groupe des employeurs et le groupe des travailleurs ont désigné chacun un vice-président de la conférence, respectivement M. G. C. Veysey (Grande-Bretagne), Fritz Faubel (République Fédérale d'Allemagne), et Einar Nielsen (Danemark).

Sur un certain nombre de points, la Conférence tripartite s'est trouvée pleinement d'accord pour suggérer des modifications aux dispositions du projet.

Elle propose notamment:

— que la notion de la réalisation du plein emploi soit inscrite dans l'article sur le droit au travail;

— que les réserves faites dans le projet en ce qui concerne le droit syndical des personnels de l'administration de l'Etat soient supprimées;

— que la notion de droit de grève figure dans le texte.

La Conférence a avancé également des suggestions concernant l'hygiène et la sécurité du travail, le travail des femmes et des adolescents, la sécurité sociale, etc.

Elle a signalé l'importance qu'elle attache au maintien d'un système effectif d'inspection du travail.

A l'égard des points sur lesquels la Conférence a abouti à un plein accord comme sur ceux où un accord n'est pas intervenu, elle a pris note des observations ou réserves faites soit par certains délégués soit par un des groupes de délégués (comme l'ensemble du groupe des travailleurs ou l'ensemble du groupe de employeurs). C'est notamment le cas pour ce qui est du droit de grève

pour lequel, tout en donnant leur accord sur le texte finalement retenu, les délégués employeurs ont manifesté certaines réserves.

Le projet de Charte prévoit que les pays qui ratifieront cet instrument international se considéreront liés par au moins 10 des articles ou 45 des paragraphes qu'il contient. A ce sujet, la Conférence a fait une suggestion au Comité des Ministres. Elle propose que soient énumérés un certain nombre d'articles ou de paragraphes qui lui ont paru essentiels et qui devraient obligatoirement figurer dans la ratification de chaque Etat. Les pays se trouvant liés par les mêmes clauses, on verrait ainsi se constituer un dénominateur commun des politiques sociales des Etats membres du Conseil de l'Europe.

Sur les autres points ayant trait à la ratification de la Charte, à l'application des normes, qu'elle prescrit et au contrôle de cette application, les délégués ont également exprimé des vues.

Les résultats des travaux de la Conférence seront, dans leur ensemble, communiqués au Comité des Ministres du Conseil de l'Europe; ils constitueront la contribution technique de l'OIT à l'élaboration de la Charte sociale européenne.

Un grand succès italien : M. VITTORINO VERONESE Directeur Général de l'UNESCO

Le « Bulletin Européen » adresse ses plus vives congratulations à M. Vittorino Veronese qui a été nommé Directeur Général de l'UNESCO le 22 novembre dernier. Délégué italien à l'Organisation, il avait été nommé Président du Comité Exécutif en 1956.

A la nouvelle charge qu'il occupe, M. Vittorino Veronese, ne manquera pas de faire oeuvre utile et féconde: sa haute compétence, son infatigable énergie lui ont valu de nombreux postes de grande responsabilité aussi bien dans les secteurs gouvernementaux que dans les entreprises privées. Camérier d'honneur du Saint-Père, il est en outre Chevalier de la Légion d'Honneur (France) et Grand Officier du Mérite de la République (Italie).

VERS L'HUMANISME JURIDIQUE

Rome célèbre le X^e anniversaire de la
Déclaration des Droits de l'Homme

Organisée par la Société Italienne pour l'Organisation Internationale, d'accord avec la Commission Italienne de l'UNESCO a eu lieu le 10 décembre, au Capitole, à Rome, la célébration officielle du X^e anniversaire de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.

La Conférence tenue pour la circonstance par S. Exc. M. Ernesto Eula, Premier Président de la Cour de Cassation, était intitulée: « Une date dans l'histoire de l'Humanité: la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme ».

En voici le résumé:

La Déclaration Universelle des Droits de l'Homme proclamée par l'Assemblée Générale des Nations Unies, à Paris, le 10 décembre 1948 est un événement d'une grande importance dans l'histoire de l'humanité: aboutissement d'une évolution séculaire dans l'affirmation des droits humains fondamentaux, c'est aussi un acheminement vers la réalisation de la perfection juridique.

La nouvelle Croisade lancée par le Message de Roosevelt sur les quatre libertés (de parole, de religion, libération du besoin et libération de la peur), durant la seconde guerre mondiale et qui amena par étapes successives (Charte Atlantique, Statut de l'ONU) à l'élaboration et à la proclamation de la Déclaration, représente un progrès sans aucun doute déterminant par rapport à l'évolution antérieure de l'idée humanitaire, et en particulier par rapport aux manifestations plus récentes des premières déclarations (guerres d'indépendance américaines, Révolution Française) et à la conception de la Société des Nations, après la première guerre mondiale.

Cette dernière, tendant à assurer la protection des minorités nationales, est remplacée par une conception de bien plus vaste envergure basée sur l'union universelle des peuples plus encore que des Etats, dans la communauté d'une conscience juridique admettant la

nécessité de reconstruire le monde conformément aux libertés et droits fondamentaux, internationalement adoptés et garantis par la Communauté des Etats, groupés dans l'Organisation des Nations Unies.

C'est donc une nouvelle conception d'une haute valeur politique et un fait juridique nouveau dans l'histoire du droit. Et même dant l'état actuel des choses, on ne peut méconnaître la valeur juridique de la déclaration: d'un côté parce qu'elle repose sur la conscience juridique collective, de l'autre parce qu'elle est complétée par un instrument juridique statutaire, le Statut des Nations Unies.

Par ailleurs la déclaration représente dans la progression

du phénomène juridique, le moment essentiel de la définition des normes, qui sera suivi, comme prévu au programme de travail des Nations Unies, par la réglementation concrète de sa reconnaissance obligatoire sur le plan international moyennant des traités et des mesures de garantie parmi lesquelles et déjà prévue l'institution d'un comité de contrôle et d'une « Charte Mondiale des Droits de l'Homme ».

En attendant le mouvement de protection humanitaire continue à progresser par l'adoption de principes nouveaux dans les constitutions des Etats, et grâce à l'appui d'Instituts spécialisés (OIT, FAO, UNESCO, OMS etc.) dans les secteurs économique, social, humanitaire et culturel, et des nouvelles Conventions et Unions réalisées sur le plan Européen, notamment le Conseil d'Europe et la Convention Européenne des Droits de l'Homme.

On peut donc attendre avec confiance l'essor fécond d'un nouvel humanisme juridique, climat nécessaire pour que la Croisade des Droits de l'Homme atteigne ses buts ultimes.

AU CONSEIL DE L'EUROPE

Au moment où se pose le problème de la coopération économique en Europe, le Comité des Ministres, soulignant les principes qui ont présidé à la création du Conseil, et rappelant sa vocation, a adopté une résolution réaffirmant la détermination des Gouvernements membres du Conseil de l'Europe de réaliser une association multilatérale entre la Communauté Economique Européenne, et les autres Pays Membres de l'O.E.C.E.

Cette résolution a été transmise au Conseil de l'O.E.C.E. actuellement réuni à Paris, et aux représentants de l'Assemblée Consultative du Conseil de l'Europe.

Les ministres des Affaires Etrangères ont adopté diverses mesures tendant à améliorer le fonctionnement du Conseil de l'Europe.

Ceux qui sont condamnés à jouer les fantoches

A PROPOS DE BO

Maintenant que le scandale Pasternak s'est un peu assoupi et que les nuages menaçants qui entouraient la blanche figure du poète se sont éloignés, espérons-le pour toujours — nous croyons, qu'il n'est pas sans intérêt de « reconstruire » un peu la personnalité de ce poète à qui un bon roman et un Nobel « interdit » ont valu la célébrité à l'échelle mondiale; célébrité qu'il méritait sans aucun doute mais qui n'aurait pas fait crouler les barrières du monde entier, et avec tant de vacarme, sans la stupide et brutale intervention de Nicolas Krouchtchev.

* * *

Nos lecteurs savent évidemment ce qu'est le « Docteur Zivago ». Ils l'ont lu ou ils en lu le compte-rendu dans tous les journaux. En deux mots: Juri Andreïevitch Zivago, le héros du livre, appartient à une famille du vieux monde bourgeois: détruit par la révolution d'octobre. L'auteur retrace au cours de 700 pages environ du livre la vie de cet intellectuel apolitique, de l'enfance à la vieillesse. L'action du roman se déroule de 1905 à 1943 et c'est une colossale analyse de 40 ans d'histoire russe, où, même sans le vouloir, Pasternak doit avoir introduit bien des reminiscences de caractère biographique.

Boris Pasternak n'est pas un anti-communiste. Mais il est un écrivain qui n'a pas voulu faire de place à ses opinions politiques dans ses conceptions littéraires. Fils du peintre Leonida Pasternak et de la musicienne Rosa Kaufman, Pasternak est né en 1890 à Moscou.

Après une courte et négative incursion dans le domaine de la musique, il consacre toute sa jeunesse à l'étude de la philosophie, puis tous ses dons se

crystallisent de façon vraiment exceptionnelle dans la poésie.

Son premier livre de vers, intitulé « Au delà de la barrière » paraît en 1915 et marque son divorce d'avec le monde bourgeois. En 1922, paraît un second volume de vers, sous le titre « Ma soeur, la vie », consécration définitive de Pasternak poète. Lors de la parution de ce livre l'enthousiasme fut grand et Mirsky n'hésita pas à le comparer à Rimbaud: « C'est le seul poète contemporain qui tient compte d'un élément que nous négligeons tous: l'âme de l'homme », dit le critique russe. Et Ehrenbourg écrivait: « Seul Pasternak a su jeter les véritables bases de notre littérature. Moi — dit Ehrenbourg — j'ai souvent des doutes sur la vitalité du lyrisme. Mais Pasternak a démontré que la poésie lyrique existe. Les hommes peuvent couvrir toute la terre d'asphalte, mais dans un coin du monde, en Islande, en Patagonie, restera un morceau de terre. Et là croîtront l'herbe et les fleurs et commencera un pèlerinage de savants et d'amoureux vers cette manifestation miraculeuse de la nature ».

* * *

En 1956, après le fameux discours de Krouchtchev sur le culte de la personnalité et après la « destanikisation », le nom de Boris Pasternak reparut dans la presse moscovite et dans l'opinion publique. Quelques poésies et nouvelles originales parvinrent à remettre sur la ligne de flottaison le vieux et splendide navire resté au sec pendant 25 ans. Les journaux russes se hâtèrent d'annoncer à grand bruit la rentrée de Pasternak dans la vie littéraire de l'URSS. Le coup de théâtre éditorial était constitué par l'imminente publication du « Doc-

Dans les premiers jours il a procédé avec le cérémonial prix destinés aux lauréats du tation manquait celui dont on Boris Pasternak n'était pas là

Mais le grand absent de matériellement enchaîné, était tous les assistants. En lisant tout se faire une idée du clin tentent de respirer. Dans cet résisté jusqu'ici. Mais demain

Demain? Peu rassurants damnation prononcée par les tiques, le 14 décembre. Alexi dération des Ecrivains a dit e intervention contre l'auteur aurait préféré ne pas parler indignation de l'amicale famil mais « la presse bourgeoise n le Prix Nobel ayant été attu yons indignés par l'attitude ègles de l'Union des Ecriv que nous l'ayons privé du tit

Et, pour les écrivains l avoir quelques doutes sur le l Surkov précise que:

« Nous ne pouvons pas cont un homme qui a osé, au m accélère sa marche vers le com attitude "petit bourgeois" d' se plaçant en dehors de la vi toire, nier tout ce pour quo donné la vie. Ce qui nous m cessité de prêter plus grande que de notre Pays... ».

teur Zivago », roman auquel Pasternak avait travaillé pendant plus de dix ans. Le livre était attendu avec une vive anxiété, en particulier par les jeunes. L'éditeur italien Feltrinelli se hâta d'acheter les droits de traduction. On connaît la suite de l'histoire. Pasternak fit tout son possible pour se faire restituer le manuscrit confié à Feltrinelli, et en arrêter la publication. Evidemment Pasternak n'agissait pas de sa propre initiative mais poussé par le parti qui considérait la publication du roman

BORIS PASTERNAK

le décembre le Roi de Suède accoutumé à la remise des Prix Nobel. A cette manifestation le plus parlé: le russe

Stockholm, moralement et présent dans les coeurs de ces pages nos lecteurs pour un monde où les intellectuels russes de la jungle, Boris Pasternak a

« sont les termes de la conférence des Ecrivains soviétiques », Secrétaire de la Fédération, en conclusion de son « Docteur Zivago » qu'il « renégat expulsé avec les écrivains soviétiques » même grand bruit du fait que Pasternak, nous solide ce dernier qui a violé les lois de l'U.R.S.S. et du fait d'écrivain soviétique ».

« progressistes qui pourraient bien fondé de cette décision,

« continuer à tenir dans nos rangs même où notre peuple communisme, et en adoptant une émigré pourri et renégat, en et du mouvement de l'histoire des millions d'homme ont contre une fois de plus la négligence attention à la vie idéologi-

« dangereuse et inopportune ».

L'agitation fut si grande dans toute la presse mondiale, il y a un an, que le nom de Pasternak acquit une notoriété qui garantissait au départ, à l'ouvrage, un énorme succès.

Un mystérieux coup de téléphone

Ami de Pilniak, Essenin, Mayakowski, et donc de l'élite de la poésie moderne des années qui suivirent la première guerre mondiale, Pasternak jouissait en Union Soviétique

d'un haut prestige littéraire. Mais en face du parti dynamique de Lénine, il avait fait quelques réserves essentielles: et dès lors il cesse de faire oeuvre originale. Il traduit. Cette retraite fut son salut. Il n'avait pas contracté d'obligations envers le parti et la fameuse « ligne générale » qui imposait une attitude rigide, contrôlée, danger terrible pour l'écrivain qui « se trompait » ou quand le parti (qui ne se trompe jamais) changeait entièrement de points de vue. Nous disions que cette « vie en pénombre » à laquelle s'était contraint Pasternak l'a sauvé. En fait, le premier de ses amis, Boris Pilniak, a fini ses jours, comme on sait, devant le peloton d'exécution; Essenin et Marakowski se sont suicidés. Pasternak avait un autre ami, une autre célébrité du monde littéraire soviétique: Osip Mandelstam. En 1936, Staline envoya Mandelstam dans un camp de concentration, où il mourut, aussitôt à la fin de la guerre. Et pour illustrer les rapports, si bizarres et si difficilement compréhensibles pour nous, qui existaient entre les écrivains russes et Staline, nous raconterons un épisode caractéristique de la vie de Boris Pasternak. On sait que Staline suivait avec beaucoup d'attention l'activité littéraire de la Géorgie, son pays d'origine, Pasternak avait fait quelques excellentes traductions d'auteurs géorgiens, et le dictateur rouge les avait lues et admirées (peut-être sauvèrent-elles Pasternak des terribles épurations des années 1936-38). Après l'arrestation d'Osip Mandelstam, un soir de 1936, le téléphone sonna chez Pasternak.

— Ici, Staline, — dit dans l'appareil une voix inconnue.

— Allez au diable! répondit



Pasternak, croyant à une plaisanterie.

Et il raccrocha.

Le téléphone sonna de nouveau.

— Ici Staline — dit la même voix.

— Imbécile! La plaisanterie a assez duré

Et Pasternak raccroche de nouveau.

Au troisième appel, la voix mystérieuse se hâte de préciser:

— Ne raccrochez pas... Ici Staline. Si vous n'y croyez pas, appelez ce numéro...

La voix donna un numéro, et la communication fut interrompue.

A la fois la proie du doute et d'une certaine panique, Pasternak appela le numéro indiqué: d'abord un standardiste lui répondit, puis ce fut le tour d'un probable secrétaire, et, enfin, la voix mystérieuse:

— Maintenant tu es vaincu?

Pasternak était ému:

— C'est un grand honneur et une grande joie de vous parler. Il y a des années que je voulais discuter avec vous des problèmes littéraires... — commença à balbutier le poète.

— Que penses-tu de Mandelstam? — demanda sèchement Staline.

— Je ne pourrais pas vous donner une opinion précise. Je ne le connais pas assez bien. Et puis je préférerais discuter d'autres problèmes qui regardent notre littérature, répondit Pasternak.

— Bon, bon, dit Staline. Mais je voudrais que tu répondes à ma question. Que penses-tu de Mandelstam?

Pendant quelques instants la conversation se poursuivit sur ce ton: Pasternak ne savait pas que Mandelstam avait été arrêté et ingénument il pensait que la plus belle occasion qu'il pût avoir de discuter avec l'innaccessible dictateur les problèmes qui lui tenaient à coeur venait de se présenter. A un certain point, ennuyé, Staline interrompit brusquement la conversation, en disant:

— Moi, mes amis je sais mieux les défendre que toi...

Et il raccrocha brutalement.

Comment se comportent mes soldats?

A propos de ce côté tortueux, ou pour mieux dire sadique, du tempérament de Staline, rappelons un épisode à peu près analogue qui nous a été raconté à Paris en février 1947 par *Lucretiu Patrascanu*, le chef des communistes roumains, qui devait être fusillé quelques années plus tard.

L'anecdote, évidemment, n'a rien à voir avec le roman de Pasternak, mais sanctionne l'authenticité de la conversation reproduite plus haut.

En 1946, une délégation de femmes roumaines « progressistes » ayant à sa tête la fameuse **Anna Pauker**, alla en Russie pour faire une tournée de propagande. Au Kremlin, les femmes roumaines furent reçues par Staline. Entre le dictateur rouge et Mme Maria Rossetti, l'un de membres de la délégation s'

A propos de Berlin, ville libre

EN TERMES CLAIRS . . .

M. Bernhard Tacke, vice-président de la syndicale allemande, D.G.B., s'est exprimé en termes fort clairs à propos de la note soviétique selon laquelle Berlin devrait devenir une ville libre dans les six prochains mois. Pas un occidental se ne fait d'illusions sur cette prétendue liberté, et moins que tout autre un citoyen allemand... Voici ce qu'a déclaré M. Tacke au cours d'une interview accordée au service radio de la C.I.S.L.

Si l'Union Soviétique veut effectivement faire de Berlin une cité libre, autrement dit couper Berlin de la République Fédérale allemande, cette proposition se traduit pour nous par de nouvelles difficultés. Le mouvement syndical allemand jettera tout son poids dans la balance pour faire en sorte que le statut de Berlin reste inchangé, à moins

que des élections parfaitement libres ne soient organisées dans l'ensemble de la zone soviétique, que ces élections permettent au peuple de se prononcer en faveur de la liberté, c'est-à-dire en faveur de l'auto-détermination du pays.

D'autre part, nous continuerons à demander à la population de la zone soviétique d'oeuvrer pour la réunification dans la liberté, et notamment nous allons faire tout en notre pouvoir afin de renforcer la population de Berlin dans sa détermination, et nous croyons que de cette façon, en déployant notre force commune, l'Union Soviétique ne réussira pas à atteindre son objectif. Il ne fait pas de doute que l'Union Soviétique s'efforce d'isoler complètement Berlin de la République Fédérale allemande et de l'intégrer à la zone d'occupation soviétique.

engagea le dialogue suivant:

Staline: — Etes-vous satisfaites des transformations sociales apportées en Roumanie après 1944?

Maria R.: — Le régime progressiste actuel a accordé aux femmes et à la classe roumaine des travailleurs des droits qu'ils n'ont jamais eus. C'est pourquoi nous sommes reconnaisants au peuple russe...

Staline: — Comment se comportent mes soldats en Roumanie?

Maria R.: — Les soldats soviétiques ont une attitude exemplaire et font l'admiration de tous les Roumains...

Staline: — (après une pause et avec un sourire méchant) — Ce que vous me dites est curieux, très curieux... Moi j'ai des rapports de la police militaire soviétique où il est écrit que mes soldats se comportent comme des criminels: ils volent les montres, les vêtements, violent les domiciles privés... Et

voilà que vous me dites que les soldats russes ont un comportement exemplaire et que le peuple roumain est content... Que dois-je conclure?...

* * *

Nous avons raconté ces deux épisodes, le premier assez connu et le second absolument inédit, pour montrer ce qu'est le climat paradoxal et dur de la dictature, où vivent les écrivains soviétiques. Jusqu'à ce jour Pasternak paraît être encore en vie: nous l'espérons de tout coeur. Mais en Russie tout est mystère et incohérence. Encore une fois le cas Pasternak a démontré, s'il en était besoin, que la soit-disant destalinisation n'a été qu'une plaisanterie de goût discutable et on ignore si la mort de Staline et l'avènement de Krouchtchev ont amélioré les choses. A dire vrai, elles semblent pires que jamais.

H. R.

LOUIS ROUGIER

Valeur et avenir de la Civilisation Occidentale

II

Nos lecteurs trouveront ci-dessous la seconde partie de l'article publié dans la Revue des deux Mondes, par le professeur Louis Rougier, qui a bien voulu nous autoriser à en reproduire des extraits. La première partie a paru dans notre précédent numéro, Novembre 1958.

Le progrès scientifique et technique...

Le progrès que l'on attend des sciences physiques et de leurs applications, on l'attend aussi des sciences politiques et morales. Jean Bodin demande à l'histoire de dégager une politique: il s'agit d'apprendre d'elle ce que l'on doit éviter, quels sont le meilleur système juridique, la meilleure forme de gouvernement. Il annonce Montesquieu qui crée la sociologie explicative en étudiant l'esprit des lois. Les Physiocrates et Adam Smith fondent l'économie politique; ils enseignent aux nations l'art de s'enrichir mutuellement par la division du travail et la complémentarité des services. D'Alembert, Condorcet, Laplace inaugurent «la mathématique sociale» qui doit permettre aux législateurs de faire des prévisions en se fondant sur la statistique et le calcul des probabilités appliquées aux comportements collectifs, et de prendre les décisions les plus efficaces en vertu de ce que nous appelons aujourd'hui la recherche opérationnelle et la stratégie des jeux (...)

... au service de fins et d'idéaux supérieurs

La maîtrise progressive et cumulative du milieu ambiant, physique et social, par la science et par la technique, c'est bien là ce qui caractérise l'esprit prométhéen de l'Occident, mais c'est ce qui ne le caractérise encore qu'à demi. La science et la technique ne sont que des moyens au service de fins qui en règlent l'usage. Les gouvernements totalitaires nous ont appris comment on peut s'en servir pour le viol des foules, le lessivage des cerveaux, le dressage des individus, au service d'une poignée d'idéologues fanatiques ou de technocrates sans scrupule. Aldous Huxley dans *Le meilleur des mondes*, Gheorghiu dans *La vingt-cinquième heure*, George Orwell dans *1984* ont évoqué le spectacle hallucinant de sociétés déshumanisées grâce à la technique scientifique, où l'être humain est réduit, par le

jeu de réflexes conditionnés, à la condition d'un simple robot. Les fins au service desquelles nous devons mettre le pouvoir que nous confère le savoir sont celles qui nous viennent des prophètes d'Israël, des sages de la Grèce, des légistes romains, des docteurs du Moyen Age, des humanistes de la Renaissance, des publicistes protestants, des théoriciens du droit des gens, des philosophes du XIXe siècle: c'est un idéal de justice, de liberté et de solidarité, fondé sur le respect de la personne humaine, dont le christianisme a proclamé, après le stoïcisme, l'éminente dignité.

Les civilisations antiques, avant le christianisme et à l'exception des cités grecques et de la Rome républicaine, reposaient sur la divinisation de l'Etat. Pharaon, le Patesi d'Akkad et de Sumer, le Cosmocrate babylonien, le Roi des Rois des Perses et des Mèdes, est fils de Dieu ou Dieu lui-même. Les Empereurs romains sont adorés de leur vivant comme des Dieux, *Dii*, par les provinciaux, et comme des Bienheureux, *Divi*, par les Romains. A mesure que l'Empire s'asiatise, cette distinction même se perd. Dans les cités démocratiques de la Grèce et dans la Rome républicaine, l'Etat prend une forme plus abstraite. Le citoyen est protégé par la loi, mais la loi règle les mœurs et la dépendance de l'individu à l'égard de l'Etat est très étroite. Socrate, en repoussant le projet d'évasion de ses amis, déclare, dans le *Criton*, qu'il est l'esclave des lois de la Cité, et les censeurs à Rome coulent un regard indiscret jusque dans l'intimité des familles. C'est cette dépendance absolue de l'individu à l'égard de l'Etat, c'est cette statolâtrie, que le christianisme a supprimée. Il refuse de défier l'Etat en la personne d'un homme ou d'une classe d'hommes. De même que le Juif refusait d'adorer Pharaon, Polyucte refuse de brûler des grains d'encens devant les statues de Rome et d'Auguste déifiés (...).

Contre le despotisme de l'Etat

Quelles sont les institutions politiques les plus propres à sauvegarder la liberté de l'individu contre le despotisme de l'Etat? C'est le problème que se posent Locke dans ses deux *Essais sur le Gouvernement*, Montesquieu dans *l'Esprit des lois*, Hamilton, Madison et Jay dans le *Fédéraliste*. Locke établit la théorie du gouvernement représentatif; Montesquieu montre comment on peut échapper au

despotisme par la séparation et la pondération des pouvoirs; Hamilton le complète, en introduisant le contrôle juridictionnel de la constitutionnalité des lois.

Quel est le système le plus apte à sauvegarder l'initiative privée en assurant le meilleur rendement économique? A cette question répondent les Physiocrates français, Adam Smith, Stuart Mill, Walras, Pareto: c'est le système où le consommateur dicte, par le plébiscite des prix sur les marchés concurrentiels, l'ordre de ses préférences et l'urgence de ses besoins, car la satisfaction des consommateurs est en définitive la fin de l'activité économique, et seule l'économie du marché, où le consommateur est roi, réalise la véritable démocratie économique.

Comment concilier le respect de la liberté individuelle qui nous vient des Grecs avec le souci de la justice qui nous vient des prophètes d'Israël? La production en masse, rendue possible par la machine, a montré comment on pouvait abaisser les prix de revient, récupérer les classes laborieuses comme classes consommatrices et élever sans cesse leur niveau de vie, au point de faire disparaître, comme aux Etats-Unis, la condition prolétarienne.

La révolution industrielle du XVIII^e siècle, la motorisation de l'agriculture, la révolution cybernétique du XX^e siècle la découverte des sources illimitées d'énergie thermo-nucléaire ou solaire progressivement domestiquées, révèlent comment du secteur primaire de l'économie, celui des travaux les plus pénibles, on peut promouvoir les masses humaines dans les secteurs les plus élevés, où l'homme travaille beaucoup moins avec ses muscles et beaucoup plus avec son cerveau, pour accéder finalement, avec des loisirs grandissants, dans le dernier secteur le secteur culturel, qui, lui, est insaturable.

Accroître l'empire de l'homme pour améliorer sa condition

Nous voilà parvenus au terme de notre enquête. Nous sommes maintenant à même de définir la civilisation occidentale: elle est la résultante d'une mentalité qui ne prend à son compte aucune fatalité naturelle du moment qu'elle est évitable, aucune injustice du moment qu'elle est redressable, aucun *Ignorabimus* du moment que les problèmes posés ont un sens; qui cherche à accroître sans cesse l'empire de l'homme sur son milieu naturel et social afin d'améliorer sa condition; mais qui ne consent à le faire qu'à l'aide de procédures libérales respectant en un chacun la dignité de la personne humaine.

Cette civilisation est-elle menacée? Sommes-nous dans le cas de l'apprenti sorcier qui a déchainé des forces qu'il n'est plus maître de contrôler? Pour avoir vraiment ravi, comme Prométhée, le feu du ciel dans nos piles atomiques, allons-nous faire sauter la planète par une réaction en chaîne non contrôlée, ou la rendre irrespirable en augmentant le taux de

radioactivité de l'atmosphère? Est-il si difficile, comme le prétend Bertrand Russel de persuader l'humanité d'acquiescer à sa survivance? Je pense que nous sommes trop conscients des dangers qui nous menacent pour courir à notre suicide. En Occident, en tout cas, l'accroissement de la longévité prouve que la maîtrise de plus en plus grande que nous exerçons sur la nature ne se retourne pas contre nous.

Les sociétés occidentales sont-elles frappées de sénescence, par suite du développement des interventions bureaucratiques de l'Etat qui envahissent le corps social comme le tissu conjonctif envahit les tissus nobles dans la vieillesse? Cette menace existe. Comme le dit Hoelderlin: «Ce qui fait de l'Etat un enfer, c'est que l'homme essaie d'en faire un paradis». Mais, dans la mesure où nous saurons réaliser des marchés de plus en plus élargis, comme la C.E.C.A., le marché commun, la zone de libre échange, et, dans l'avenir, le marché atlantique, nous rétablirons les conditions de toute expansion économique qui sont la division du travail entre les nations, la libre circulation des idées, des hommes, des capitaux et des produits, la libre entreprise et l'esprit de compétition.

Le coexistence de deux grands blocs, la revendication des peuples sous-développés, la surpopulation qui annule chez eux les progrès techniques, leur nationalisme ombrageux, créent-ils le risque d'une troisième guerre mondiale? Nous verrons, hélas! sans doute encore des guerres locales et marginales, mais les engins nucléaires et les missiles balistiques réaliseront la prédiction des sages: la guerre tuera la guerre, lorsqu'elle sera pour tous le belligérants certitude de mutuelle extermination.

Penser "planétairement",

Allons-nous vers une civilisation matérialiste où le souci du confort et de la sécurité tuera les nobles inquiétudes de la pensée? Ne parlez-vous pas d'un dessèchement spirituel, d'une baisse de la vie intérieure, d'une disparition de l'humanisme qui fit l'excellence de la vieille Europe, d'une dépersonnalisation de l'homme fonctionnarisé à outrance ou hyperspécialisé? Cependant, grâce à la science et à la technique, combien sont aujourd'hui appelés à cette vie de l'esprit qui était refusée, il n'y a pas longtemps, à la masse des paysans et ouvriers? L'accroissement des étudiants, la multiplication des écoles et des Instituts dans tous les pays sont les signes indéniables que l'accès à la culture, privilège autrefois d'une classe restreinte, s'accroît universellement. Ne parlez-vous pas déjà de l'instruction permanente!

Sommes-nous plus égoïstes, plus centrés sur nous-même que nos aïeux? Prenons nos grands-parents. Ils croyaient, au delà des frontières, à l'ennemi héréditaire, sans bien savoir si c'était l'Allemand, l'Anglais ou l'Autrichien. La plupart avaient ce que les Anglo-Saxons appellent «un esprit de paroisse», ne se passion-

EN FRANCE ; une roisade scientifique

L'INSTITUT DES HAUTES ETUDES SCIENTIFIQUES

par **RENÉ DELANGE**

Sous forme d'une association sans but lucratif vient d'être créé à Paris un «Institut de Hautes Etudes Scientifiques», en vue de participer au développement des mathématiques pures, de la physique théorique et de la méthodologie des sciences de l'homme.

Son Comité scientifique comprend:

M. Paul Montel, Président de l'Académie des Sciences, Joseph Peres, Doyen de la Faculté des Sciences de Paris, et Robert Oppenheimer, Directeur de l'«Institut for Advanced Study» de Princeton, dont l'esprit et la structure ont inspiré le Centre français de recherches. La présence au sein de ce comité de M. Robert Oppenheimer montre bien la communauté de vie intellectuelle qui anime ces deux fondations.

De même qu'à Princeton, le choix des savants appelés à faire partie du centre français sera donc dicté par leur seul mérite scientifique, à l'exclusion de toute considération d'origine ou de nationalité. Aucune obligation d'enseignement ne leur sera imposée afin qu'ils puissent se consacrer à leurs travaux personnels.

Le communiqué annonçant cette information ajoute les précisions suivantes:

«Cette réalisation a pu voir le jour grâce aux larges ressources accordées à l'Institut par les grands industriels français qui pleinement conscients de la valeur scientifique d'une telle initiative lui ont apporté un concours généreux et sans réserve. Des industriels des autres pays européens viendront se joindre aux industriels français».

Parmi les mathématiciens ou physiciens qui ont accepté de contribuer à l'organisation de cet Institut, tant par leurs conseils que par leur activité scientifique, nous pouvons citer:

MM. les Professeurs: Amaldi - Niels Bohr - Max Born - de Broglie - Dieudonné - Dirac - Grothendieck - Neel - Weisskopf.

Le Directeur de l'Institut est M. Léon Motchane, Docteur des Sciences.

Nulle initiative ne semble devoir être plus féconde que la création de cet Institut.

Comme le monde risque de se trouver devant une heure critique du destin de la science, la France ne veut pas démissionner du rôle de coordinateur et d'enseignant qui fut souvent le sien à certains moments décisifs de la vie des nations. Par ailleurs, elle était particulièrement indiquée pour être le siège d'un Institut scientifique où des savants de renom-

mée mondiale pussent en toute liberté se livrer à des recherches d'un niveau exceptionnellement élevé et procéder à des échanges de vues, dans un large esprit de coopération.

Sa situation même de plaque tournante la désignait en outre tout naturellement pour réunir des savants de l'Est et de l'Ouest. Enfin la nécessité d'une liaison étroite d'un tel institut avec une grande université et l'existence en France d'une école mathématique d'une richesse incomparable commandaient d'en établir le siège à Paris.

A la base de toute recherche, il y a un acte d'intelligence et presque toujours, dirions-nous volotiers, une donnée d'observation. Intelligence et observation sont les instruments premiers de toute consultation déférente des faits, affirmait le grand Langevin.

Mais une réflexion s'impose tout d'abord: toute recherche est une manifestation de non-conformisme. L'homme de recherche ne peut-être qu'un hétérodoxe. Mais est-ce bien le mot qui convient? L'homme de recherche n'oppose pas une théorie à une autre mais des faits à une doctrine. Les esprits orthodoxes ne sont pas faits pour la recherche. Ils sont li-

(Suite p. 16)

(Suite de la p. 14)

nant guère que pour le petit monde où ils vivaient. Aujourd'hui, grâce aux télécommunications, il y a une prise de conscience de tous les grands problèmes humains qui fait que nous tendons à penser planétairement. Peu à peu, la noosphère, chère à Teilhard de Chardin, devient une réalité.

Les dangers qui nous menacent sont le commencement de notre sagesse. Nous savons qu'une guerre nucléaire ramènerait l'humanité à l'âge des cavernes. Ce qu'Arthur Koestler ap-

pelle «l'ombre du Dinosaur» serait le résultat de notre folie collective. Mais nous en sommes très conscients et l'instinct de survie incite les peuples, en dépit des gouvernements, à s'entendre par-dessus les rideaux de fer et les barrières de bambous. Prométhée délivré, dans la trilogie d'Eschyle, faisait suite au Prométhée enchaîné! Souhaitons que notre civilisation prométhéenne soit délivrée de ses vautours et qu'elle s'épanouisse sur toute la terre, sans distinction de races, de nationalités et de classes, dans le cœur et l'esprit de tous les hommes de bonne volonté.

F. A. O.

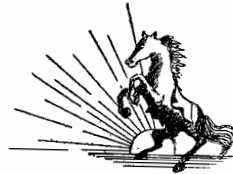
CRISE DE L'ÉLEVAGE OVIN EN EUROPE

Le Symposium sur l'élevage ovin en Europe, organisé sous les auspices de la FAO (Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture), et de la Fédération Européenne de Zootechnie vient de conclure ses travaux sur une série de recommandations pour lutter contre la grave crise que traverse actuellement cette industrie.

La FAO a été priée d'inviter les gouvernements, par l'intermédiaire de sa Commission Européenne d'Agriculture, à entreprendre des études de gestion portant sur la rentabilité de la production des ovins et des caprins; à donner aux éleveurs des moyens appropriés pour conserver la viande afin de régulariser l'apport des carcasses sur les marchés aux époques les plus favorables; et à étudier la possibilité, notamment dans le cadre du Marché

Commun de fixer un prix minimum garanti de la laine par campagne, afin d'inciter les éleveurs à opérer une sélection qui permettrait d'accroître sensiblement la rentabilité de l'élevage par une augmentation de production et l'amélioration de la qualité des laines indigènes. Dans le même ordre d'idée, la Fédération Européenne de Zootechnie a été priée d'entreprendre une action en vue de la normalisation des méthodes de contrôle des caractéristiques des toisons.

Les nombreuses communica-



tions faites au cours de ce symposium ont fait ressortir à la fois la nécessité de maintenir l'élevage ovin en Europe, sous peine de graves bouleversements économiques et sociaux, et la nécessité de prendre des mesures pour l'adapter aux circonstances économiques nouvelles.

La raréfaction des terres qui se prétaient naguère exclusivement à l'industrie pastorale, raréfaction provoquée à la fois par les réformes agraires, la mise en culture des pâturages, le reboisement des montagnes, etc. ainsi que la carence de main d'œuvre et le bas niveau des prix tendent actuellement à décourager les éleveurs. En même temps, la forme traditionnelle de l'élevage se voit forcée, pour suivre cette évolution, de s'orienter vers une structure de petit élevage fermier.

(Suite de la p. 15)

néaires. Ils suivent des chemins tout tracés. Ils n'ont pas d'inquiétude, leur pensée n'est pas de celles qui creusent les faits, les pénètrent.

Les qualités inverses sont les vertus essentielles de l'homme de recherche. Celui-ci sait que, s'il trouve quelque chose, il fera aisément figure d'iconoclaste, puisqu'il renverse les images accoutumées. Il dit avoir assez de vie intérieure pour admettre que méfiance et hostilité sont parfois la rançon d'une vérité nouvelle.

Comme je ne pense pas qu'on puisse trouver plus qu'en France liberté de pensée, le moment est venu pour notre pays d'entreprendre une croisade scientifique grâce à l'Institut qui va s'ouvrir dès le début de 1959.

Les savants de génie ne sont pas de simples enregistreurs de phénomènes. Ils réfléchissent longuement aux données de l'observation. Ils réfléchissent pour corriger ce que Valéry

a appelé: «l'étonnante inexactitude probable de l'observation immédiate, le faux qui est l'œuvre de nos yeux, car, observer, c'est pour la plus grande part imaginer ce que l'on s'attend à voir».

C'est sous le ciel de France — vraisemblablement dans la vallée de Chevreuse, à proximité d'Orsay où la Faculté des Sciences ne cesse de développer ses installations et non loin de Saclay où s'élèvent les bâtiments de la cité atomique — que résideront et pourront oeuvrer à leur guise les Membres de l'Institut de recherches scientifiques.

Quatre «professeurs permanents» y seront tout d'abord accueillis auxquels s'adjoindront huit à dix «professeurs temporaires». Ils vivront, avec leurs familles, dans de clairs pavillons, au milieu d'une riante vallée aux douces ondulations, qu'on appelait sous Louis XIV la petite Suisse française.

D'après le rapport de M. J. v. Wülfing (République Fédérale Allemande) l'insuffisance de l'aide gouvernementale est l'une des causes principales de la regression lente mais continue du cheptel ovin en Europe septentrionale et occidentale. Son effectif, aujourd'hui d'environ 50 millions de têtes, a subi une diminution de 8% par rapport à 1938 tandis que celui d'Europe orientale marquait une augmentation de 5%. L'augmentation a atteint 112% en URSS.

Dans le bassin Méditerranéen, d'après notamment le rapport de M. Maymone (Italie), l'effectif global du cheptel ovin, soit environ 140 millions de têtes, aurait légèrement augmenté sur 1938 malgré des diminutions dans certain pays: L'élevage qui devrait s'orienter principalement vers le rendement laitier, ce qui amènerait en même temps une amélioration de la production de viande, se heurte surtout à des difficultés de structure et à une insuffisance des ressources alimentai-

res. La rénovation des pâturages naturels, l'intensification des cultures fourragères et l'apport d'une alimentation complémentaires s'imposent, ainsi qu'un sérieux effort pour développer le mouvement coopératif.

Enfin, le professeur P. Charlet, de l'Institut national agronomique de Paris, a souligné que le besoin toujours croissant en protéines animales et la nécessité d'un rendement économique élevé étaient les deux considérations essentielles. « Dans ce sens, a-t-il ajouté, les régions productrices de lait de brebis et de viande d'agneau doivent bénéficier de toute l'aide et de toute la sollicitude des grands organismes internationaux ».

* * *

Le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), M. B. R. Sen, a quitté Rome le 7 décembre pour

assister à la conférence régionale de la FAO pour le Proche-Orient, du 10 au 20 décembre, à Damas, dans la province syrienne de la République Arabe Unie. Il avait également l'intention de se rendre au Liban, en Iran et en Irak.

La conférence de Damas est la troisième conférence régionale organisée cette année par la FAO. La première, pour l'Extrême-Orient, s'est tenue à Tokyo en octobre et la seconde, pour l'Amérique Latine, à San José (Costa-Rica) en novembre. Ces conférences sont particulièrement significatives car elles doivent permettre de faire le point de la situation en ce qui concerne les programmes et politiques agricoles de l'ensemble des pays d'une même région et de préparer des recommandations à soumettre à la conférence plénière de la FAO.

LE NOUVEAU CODE PENAL ROUMAIN

Sous le titre « Répression légale en Roumanie » *L'Economist* examine en détail les amendements apportés en juillet dernier au code pénal roumain.

Voici ce qu'en dit la publication britannique: « *Extrêmement vagues et imprécis dans la définitoin, à effet rétroactif, ils ont pour résultat de jeter le manteau de la légalité sur la nouvelle répression qui s'est abattue sur la Roumanie depuis plus d'un an, et qui est devenue de plus en plus sévère ces mois derniers. La peine capitale est prévue dans quantité de cas, notamment pour tout acte tendant à l'assujettissement de l'Etat à une puissance étrangère (...on pourrait croire que les leaders communistes seraient dans ce cas les premiers visés...).* Une très grave offense est le vol ou la malversation de la propriété publique (est-elle donc si fréquente?). Mais en voici un exemple: une femme, vice présidente d'une coopérative, a été récemment condamnée à vingt ans de prison pour avoir exploité le travail de trois hommes à son profit et non au profit de la collectivité ».

Ce retour à la répression s'encadre dans la campagne antirévionniste en cours en Europe Orientale, et dont l'un des plus tragiques épisodes est la condamnation à mort, ces jours derniers de quatre anticommunistes roumains. Tous les quatre étaient membres du parti national paysan, déclaré hors la loi en 1947. Une émission officielle de Radio Bucarest annonçait dans les premiers jours de décembre qu'un tribunal militaire avait condamné à mort quatre personnes et que la sentence avait déjà été exécutée; cinq autres personnes avaient été condamnées aux travaux forcés à perpétuité, et 25 autres à des peines variant de 10 à 25 ans de travaux forcés, le tout sur accusations de malversations, bien entendu sans fondement, et dont le but était d'exterminer les membres du parti national paysan.

L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Le monde a vu naître, avec les progrès de la science, des problèmes entièrement nouveaux: transport, énergie nucléaire, exploration de l'espace; et il est loin d'avoir résolu les problèmes sociaux nés de la révolution industrielle des XIXème et XXème siècles. Ces problèmes ne préoccupent pas seulement les sociologues, les savants et les ingénieurs: ils se posent aussi aux administrateurs.

De là, la nécessité urgente de nouveaux programmes d'études administratives et de réformes importantes dans ces domaines.

Mais en matière administrative, il ne saurait y avoir d'invention. C'est plutôt d'évolution qu'il faudrait parler. Aussi était-il nécessaire, avant de passer à des réalisations dont il serait difficile de prévoir les conséquences, de faire le point et d'indiquer les directions à prendre.

C'est ce qu'a tenté de faire un professeur de l'Université de Louvain, M. André Molitor, dont l'ouvrage, « Administration Politique », vient d'être publié par l'Unesco dans la série « les sciences sociales dans l'enseignement supérieur ».

Cette importante étude, après avoir rappelé l'évolution de l'enseignement supérieur des sciences administratives et exposé les méthodes et instruments de travail de ce genre de formation, examine la situation actuelle de la recherche scientifique dans le domaine des sciences administratives, son orientation et l'état de son développement. Elle examine ensuite l'influence des institutions chargées de l'enseignement supérieur des sciences administratives dans différents pays. Elle conclut enfin à la nécessité, pour l'université comme pour l'administration, de relations et de contact organisés, ainsi que de travaux exécutés en commun.

Pour un enseignement européen

Dans les modestes limites qui lui sont imposées, notre revue n'a pas cessé de signaler l'importance primordiale de l'enseignement au point de vue de l'unité européenne.

En dehors même du point de vue de la propagande européenne, il est indéniable que l'enseignement subit actuellement une crise très grave dans tous les pays du monde, et plus particulièrement en Europe où il se trouve handicapé par l'ancienneté même de ses glorieuses traditions. Alors que le progrès technique fait des pas de géant, bouleversant les notions scientifiques et les conditions de vie, l'enseignement que nous donnons à nos enfants est basé sur des programmes scolaires qui n'ont guère changé depuis une centaine d'années. Nous n'entrerons pas ici dans le détail des réformes qui seraient souhaitables pour combler l'abîme qui s'est creusé entre ce que la jeunesse apprend et ce qu'elle a besoin de savoir pour entrer bien armée dans la vie moderne. Bornons-nous à dire que ces réformes sont urgentes et que l'euro-péisme doit être le levain qui permettra de les réaliser comme en est en droit de l'espérer en saluant les initiatives dont nous parlons ici.

A. G.

Congrès des écoles privées européennes eut pour rapporteurs des personnalités éminentes comme Salvatore Valitutti et Luigi Volpicelli, les professeurs Beales et Stenius, et conclut ses travaux par la fondation de l'Association Internationale des Ecoles Privées Européennes; en outre le Comité promoteur était chargé de rédiger un projet de statut et de préparer d'autres initiatives en vue du II^e Congrès international.

Création de Centres Européens pour la défense des valeurs spirituelles.

Fort de ce mandat le Comité a rédigé le projet de statut et prédisposé la création de centres européens de défense des valeurs spirituelles des écoles privées dont l'organisation et la diffusion fera l'objet des travaux du second congrès. Entre temps le professeur Calabretta est parti faire une tournée de conférences sur le sujet qui lui tient à coeur dans quelques grandes villes européennes: Vienne, Solothurn, Bruges, Bonn, Illmajoki. Au cours de cette tournée le professeur Calabretta rencontrera le professeur Brugmans, Recteur du Collège d'Europe de Bruges, le professeur Rosetti (Suisse), le professeur Maurer (Autriche), le professeur Stenius (Finlande).

Le but de l'Association est avant tout de stimuler la conscience de l'unité européenne moyennant l'unification de l'enseignement scolaire. C'est en somme, transposé sur le plan de l'enseignement privé, le même but que celui de l'UNURI.

Le II^e Congrès Européen des Ecoles privées

Les écoles privées préparent leur second congrès européen. On se rappellera que la première assemblée des écoles privées européennes se tint à Rome en 1957 à la suite de l'initiative prise par le professeur Giuseppe Calabretta, proviseur de l'Institut E. Torricelli de Rome qui entreprit un long voyage à travers les capitales européennes pour rencontrer dans les divers pays les personnalités les plus représentatives du monde scolaire et les directeurs d'établissements privés d'enseignement. Le professeur Calabretta avait proposés des rencontres européennes des

dirigeants des écoles privées avant tout pour jeter les bases d'une entente pour l'éducation de la jeunesse «européenne».

Cette proposition rencontra le meilleur accueil aussi bien en Italie qu'à l'étranger et le I^{er}



Les propositions de l'AIPEPE.

L'Association Internationale des Ecoles Privées a formulé une série de propositions concrètes dont l'essentiel est avant tout la présence, dans chaque école, de professeurs capables d'envisager les diverses matières enseignées du point de vue européen. En outre l'unification ne devrait pas être réalisée uniquement sur le plan pédagogique, mais également dans la législation scolaire. Les Centres seraient les noyaux propulseurs d'une ultérieure Union scolaire européenne susceptible de stimuler le mouvement d'unification politique et sociale.

Le Guide Européen de l'Enseignant

C'est sous ce titre que le Centre Européen de la Culture vient de faire paraître son Bulletin No. 5/1958. Cette brochure offre aux maîtres désireux d'orienter leur enseignement dans un sens européen, un guide pratique et des suggestions précises tirées des quelques expériences individuelles déjà tentées ici ou là.

Il ne s'agit, bien entendu, ni de propagande, ni de directives inspirées d'une doctrine quelconque; mais seulement d'indiquer certains moyens de présenter les matières habituelles du programme scolaire dans une perspective européenne, plus conforme aux réalités du siècle que le cadre purement national, qui reste celui de la plupart des manuels existants.

Les 12 chapitres composant ce premier *Guide Européen de l'Enseignant* résultent d'une collaboration rédactionnelle entre l'Association européenne des Enseignants et le Centre Européen de la Culture. Ils sont consacrés à l'enseignement des Lettres, des langues, de l'histoire, de la géographie, de l'économie, de l'instruction civique, de la philosophie et des sciences. L'ouvrage est destiné avant tout aux maîtres des écoles primaires-supérieures et secondaires. L'Association Européenne des Enseignants compte déjà plusieurs milliers de membres dans sept pays. Le *Guide* paraîtra donc prochainement en d'autres langues.

**LA JOURNEE EUROPEENNE
DES ECOLES**

Les milieux enseignants on répondu avec enthousiasme aux appels de la propagande européenne. Rappelons les grands congrès de la Confédération mondiale des associations d'enseignants, de la Fédération internationale des associations d'instituteurs (FIAI) et de la Fédération internationale des professeurs d'enseignement secondaire (FIPESO) qui eurent lieu à Rome en août dernier et abordèrent des thèmes préparateurs du Congrès mondial prévu à Washington pour l'année prochaine et où seront débattus les sujets inhérents à la compréhension internationale sur le plan le plus vaste possible dans le secteur de l'enseignement.

Par ailleurs, du 1er au 5 septembre dernier l'ATA, Association du Traité Atlantique a tenu la seconde conférence d'études sur l'enseignement, intitulée « L'Éducateur et la compréhension internationale ».

L'école italienne s'est toujours montrée, en particulier, sensible aux problèmes de l'unification européenne. Le Séminaire d'Etudes organisé à Rome par l'UNURI (Union Nationale des Représentants Universitaires Italiens) a approfondi le problème durant les réunions de Rome.

Particulièrement active se montre l'institution qui comprend des membres du corps enseignant de tous grades et de tout ordre: « Association Européenne des Enseignants » dont la section italienne a tenu fréquemment des réunions dans toute l'Italie. Ont été également organisés des stages au cours desquels les professeurs et instituteurs de tous les Pays ont pu se rencontrer.

Actuellement la section italienne prépare la prochaine journée européenne des écoles, prévue pour le 23 février 1959 dans toutes les écoles italiennes.

Enfin les 12 et 13 décembre a eu lieu à Anzio, près de Rome, sous le patronage du Bureau de Presse Italien de la Communauté Européenne, du Ministère de l'Instruction Publique et de l'AEDE, un congrès des proviseurs qui avait pour tâche d'élaborer le programme de la « Journée ».

bulletin européen

Fondateur CONSTANTIN DRAGAN, Directeur responsable: GIORGIO DEL VECCHIO
Direction Rédaction Largo Chigi, 19 - ROME
Tél. 61.260

ABONNEMENTS

Italie Lires 2000 | Etranger . . . Dollars 3, -
ABONNEMENTS D'HONNEUR - 5000 | ABONNEMENT D'HONNEUR .. 10. -

c/c postale Roma N. 1|16299

Edité par l'Agence de Presse Radio Europe
Registr. Trib. Rome No. 2840 du 15|2|1951

STUDIO TIPOGRAFICO B. S. - P. DEL POPOLO, 3 - ROMA

bulletin européen

TRIBUNE LIBRE DE L'EUROPEISME

R O M E

Fondé en 1950 par CONSTANTIN DRAGAN

ont collaboré...

Alexandre ARGYROPOULOS, Karl ARNOLD, A. BALLEYGUIER, G. W. de BALZAC, Edward BEDDINGTON BEHRENS, Julien BENDA, Lodovico BENVENUTI, Baron BOEL, Paul BONCOUR, Edouard BONNEFOUS, Endrik BRUGMANS, Raoul BOSSY, Thomas W. BRADEN, Pietro CAMPILLI, Edward CARRAN, Nino CASCINO, René CASSIN, L. E. CLOQUETTE, Elma DANGERFIELD, Michel DEBRE, Dino DEL BO, Giorgio DEL VECCHIO, L. DURAND REVILLE, Constantin DRAGAN, Mircea ELIADE, G. von ESBROECK, W. N. EWER, Enrico FALCK, Ralmond FRANKLIN, Pierre FRIEDEN, Paul GACHE, Grégoire GAFENCO, Enzo GIACCHERO, Amedeo GIANINI, Guido GONELLA, W. A. 't HART, Wladimir IONESCO, Stefano JACINI, Jerzi JANKOWSKI, Jacques de JONG, Jacques KAYSER, Stanislav KOUTNIK, Pierre de LANUX, LARS J. LIND, Ivan Matteo LOMBARDO, C. LOVERA DI CASTIGLIONE, Eduoard LUDWIG, Harold MACMILLAN, J. N. MANZATTI, Alberto MARINELLI, Pierre MENDES FRANCE, Francis DE MIOMANDRE, Umberto MONICO, Albert MOUSSET, Roland MUESSER, Pier Fausto PALUMBO, Giuseppe Ugo PAPI, Giovanni PERSICO, Pedro José PINILLOS, John POMIAN, Lucien RADOUX, Paul RAMADIER, Gonzague de REYNOLDES, Jules ROMAINS, Joseph de ROOVER, Louis ROUGIER, Rémy ROURE, Lucien de SAINTE-LORETTE, A. G. SAMOY, Carlo SFORZA, André SIEGFRIED, Jacques TREMPONT, Pierre VINOT, Raymond WARNIER, Rivington R. WINANT, S.H.C. WOOLRICH, Paul Van ZEELAND.